

Sté DEL SIGNORE

Dossier de demande d'autorisation

**Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement**

Notice d'hygiène et de sécurité

Avril 2018

Dossier de régularisation administrative

Rapport n° 22042018/2

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION	3
2.	TEXTES DE PORTEE GENERALE.....	4
	TEXTES CODIFIES DANS LE CODE DU TRAVAIL	4
	TEXTES NON CODIFIES.....	7
3.	TEXTES DE PORTEE SPECIFIQUE.....	8
	SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES POUR LES TRAVAILLEURS ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL	8
	ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL	8
	APPAREILS DE LEVAGE AUTRES QUE LES ASCENSEURS ET LES MONTE-CHARGES	9
	SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL	9
4.	HYGIENE DE TRAVAIL	11
	MEDECINE DU TRAVAIL	11
	LOCAUX SANITAIRES	11
	NETTOYAGE DES INSTALLATIONS.....	11
	AMBIANCE PHYSIQUE DE TRAVAIL	11
5.	SECURITE DU TRAVAIL	12
	SECURITE DU PERSONNEL	12
	OBJETS PESANTS.....	12
	PREVENTION DU RISQUE ELECTRIQUE	12
	PREVENTION DU RISQUE CHIMIQUE.....	12
	EXPOSITION DES SALARIES AU BRUIT	12
	MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	13
	MOYENS INDIVIDUELS DE PROTECTION.....	13
	ISSUES DE SECOURS.....	13
	ORGANISATION INTERNE DE LA SECURITE.....	13
	CHSCT	13
	FORMATION A LA SECURITE	13
	AFFICHAGE.....	14
	INTERVENTIONS EXTERIEURES	14
	VERIFICATIONS TECHNIQUES OBLIGATOIRES	14

1. PRESENTATION

Cette notice a pour objet de décrire l'ensemble des mesures destinées à assurer l'Hygiène et la Sécurité du Personnel.

Elle présente l'ensemble des dispositions qui sont prises conformément à la législation et aux diverses réglementations en vigueur.

2. TEXTES DE PORTEE GENERALE

TEXTES CODIFIES DANS LE CODE DU TRAVAIL

TITRE	CONTENU
R 4141-1 à R 4141-20	Formation sécurité au poste de travail
- D 4152-10	Travaux exposant les femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitant.
- D 4153-25 à 28	Travaux exposant les jeunes travailleurs
- R 4411-1	Mise sur le marché de substances et préparations : dispositions générales
- R 4411-74 à R 4411-84	Utilisation de dénominations de remplacement
- R 4412-1 à R 4412-4	Agents chimiques dangereux : champ d'application et définitions
- R 4412-6 à R 4412-10	Agents chimiques dangereux : évaluation des risques
- R 4412-11 à R 4412-22	Agents chimiques dangereux : mesures et moyens de prévention
- R 4412-23 à R 4412-26	Agents chimiques dangereux : vérifications des installations et appareils de protection collective
- R 4412-27 R 4412-37	Agents chimiques dangereux : contrôle de l'exposition
- R 4412-38 et R 4412-39	Agents chimiques dangereux : information et formation des travailleurs
- R 4412-40 à R 4412-58	Agents chimiques dangereux : suivi des travailleurs et surveillance médicale
- R 4412-59 à R 4412-93	Dispositions particulières aux agents CMR
- R 4412-94 à R 4412-96	Risques d'exposition à l'amiante : champ d'application et définitions
- R 4412-97 à R 4412-113	Risques d'exposition à l'amiante : dispositions communes à toutes les activités
-R 4412-114 à R 4412-138	Risques d'exposition à l'amiante : Dispositions spécifiques aux activités de confinement et de retrait d'amiante
- R 4412-139 à R 4412-148	Risques d'exposition à l'amiante : dispositions spécifiques aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante
- R 4412-149 à R 4412-153	Règles particulières à certains agents chimiques dangereux : fixation des

Risques chimiques

TITRE	CONTENU	
-R 4412-154 à R 4412-164 - R 4535-9 - R 4535-10 - R 4624-4 - R 4722-16 - R 4723-5 - R 4724-6 à R 4724-14	valeurs limites d'exposition professionnelles et biologiques Règles particulières à certains agents chimiques dangereux : silice cristalline / plomb et composés / benzène / chrome et composés Dispositions applicables aux travailleurs indépendants en bâtiment et génie civil : agents CMR Dispositions applicables aux travailleurs indépendants en bâtiment et génie civil : activités de confinement et de retrait d'amiante et activités et interventions sur des matériaux et appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante. Services de santé au travail : actions du médecin du travail Contrôle risques chimiques : amiante Mises en demeure et vérification : recours Organismes de contrôle des risques chimiques	
- R 4541-1 à R 4541-9 - R 4541-11	Manutention de charges	
- R 4221-1 - R 4224-1 à R 4224-8 - R 4224-9 à R 4224-13 - R 4224-14 à R 4224-16 - R 4224-17 à R 4224-19 R 4224-20 à 24	Dispositions générales Caractéristiques des lieux de travail Portes et portails Matériel de secours et secouriste Maintenance, entretien et vérifications Signalisation et matérialisation relatives à santé et à la sécurité	Utilisation des lieux de travail
- R 4225-7 - R 4228-1 à R 4228-18 - R 3121-2	Installations sanitaires	
- R 4225-2 à R 4225-4	Postes de distributions de boissons	
- R 4225-5	Sièges	
- R 4222-1 à R 4222-26, - R 4722-1, R 4722-2, R 4722-26 - R 4722-13, R 4722-14 - R 4724-2, R 4724-3 - R 4412-149	Aération, assainissement Agents chimiques dangereux : fixation des valeurs limites d'exposition professionnelle	Ambiance des lieux de travail
- R 4223-13, R 4223-14	Ambiance thermique	
- R 4223-1 à R 4223-12 - R 4722-3, R 4722-4, R 4722-26 - R 4724-16, R 4724-17	Eclairage	

TITRE	CONTENU
- R 4431-1 à R 4431-4 - R 4432-1 à R 4432-3 - R 4433-1 à R 4433-7	Prévention des risques dus aux bruits
- R 4228-19 - R 4228-22 à R 4228-25 - R 4228-26 à R 4228-37	Repas Hébergement
- R 4227-2 à R 4227-54	Prévention des incendies et des explosions
- R 4152-1 à D 4152-11 - D 4153-1 à D 4153-49	Travail des femmes et jeunes travailleurs
- R 2411-1 - R 4523-2, R 4523-3 - R 4524-1 à R 4524-10 - R 4612-2, R 4612-4, R 4612-5, R 4612-7 - R 4613-1 à R 4613-7, R 4613-11, R 4613-12 - R 4614-2 à R 4614 17, R 4614-20 à R 4614-26, R 4614-26 à R 4614-36 - R 4615-2 à R 4615-21	CHSCT
- R 4621-1 - D 4622-1 à D 4622-4, D 4622-22 à D 4622-24, R 4622-25, D 4622-26, D 4622-27, D 4622-30 à D 4622-34, D 4622-42 à D 4622-62 - R 4623-16, R 4623-26 à R 4623-43 - R 4624-15 - R 4626-1	Service médical du travail

L : Loi — **D** : Décret — **A** : Arrêté

TEXTES NON CODIFIES

TITRE	CONTENU
L 81.3 du 7 Janvier 1981	Protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou maladie professionnelle
D du 3 Août 1963	Liste des maladies ayant un caractère professionnel dont la déclaration est obligatoire
D n°92.158 du 20/02/92	Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure intervenante
A du 11 Juillet 1977	Liste des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale
L n°82.1097 du 23 Décembre 1982	Situation de danger grave et imminent - droit d'alerte et de retrait
A du 8 Octobre 1987	Contrôle périodique des installations, d'aération et d'assainissement
A du 9 Octobre 1987	Contrôle de l'aération et l'assainissement des locaux de travail pouvant être prescrit par l'inspecteur du travail
D n°88.405 du 21 Avril 1988	Protection des travailleurs contre le bruit
D n°88.1056 du 14 Novembre 1988	Protection des travailleurs contre les courants électriques

L : Loi — **D** : Décret — **A** : Arrêté

3. TEXTES DE PORTEE SPECIFIQUE

SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES POUR LES TRAVAILLEURS ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL

- Décret n°79-230 de mars 1979
- Arrêté du 9 novembre 2004 fixant la liste et les conditions d'étiquetage et d'emballage des substances dangereuses

ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL

✓ **Loi n°91-1414 du 31 Décembre 1991**

Modification du Code du travail et du Code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail.

✓ **Décret n°92-765 du 29 Juillet 1992- Codifié au Code de l'environnement**

Équipements de travail et moyens de protection soumis aux obligations définies au I de l'article L.233-5 du Code du travail et modifiant le Code du travail (équipements de travail, moyens de prestations, équipements de protection individuelle).

✓ **Décret n°92-766 du 29 Juillet 1992 Codifié au Code de l'environnement**

Procédures de certification de conformité et diverses modalités de contrôle de conformité des équipements de travail et moyens de protection et modifiant le Code du travail (procédure applicable, certificat de conformité, contrôle de conformité).

✓ **Décret n°92-767 du 29 Juillet 1992 modifié par le décret n°96-725 du 14/08/1996**

Règles techniques et procédures de certification de conformité applicables aux équipements de travail visés aux 1° à 5° de l'article R.233-83 du code de travail et aux moyens de protection visés aux 1° et 2° de l'article R.233-83-2 du Code du travail et modifiant le Code du travail (prescriptions techniques, équipements de travail, moyens de protection).

✓ **Décret n°92-768 du 29 Juillet 1992**

Règles techniques et procédures de certification de conformité applicables aux équipements de protection individuelle visés à l'article R.233-83-3 du Code du travail et modifiant le Code du travail.

✓ **Décret n°93-40 du 11 Janvier 1993**

Prescriptions techniques applicables à l'utilisation des équipements de travail, matériel d'occasion, mise en conformité des équipements existants.

✓ **Décret n°93-41 du 11 Janvier 1993**

Mesures d'organisation, conditions de mise en œuvre et d'utilisation.

Ces textes ont été intégrés dans la quatrième partie – Livre III : Equipement et moyens de protection du Code du travail

- ⇒ Principes et dispositions de conception et mise sur le marché des équipements de travail et des moyens de protections : art. L 4311-1 à L 4311-7, R 4311-1 à R 4311-8
- ⇒ Procédure de certification de conformité : art. L 4314-1, R 4313-1 à R 4313-86 à R 4322-1 à R 4322-3
- ⇒ Principes et dispositions d'application pour l'utilisation des équipements de travail et des moyens de protection : art. L 4321-1 à L 4321-5, R 4321-1 à R 4321-5, R 4323-1 à R 4323-106, R 4324-1 à R 4324-45

APPAREILS DE LEVAGE AUTRES QUE LES ASCENSEURS ET LES MONTE-CHARGES

Les textes principaux sont :

Arrêté du 8 septembre 1989

Arrêté du 25 juin 1999 relatif à la vérification périodique des équipements de travail utilisés pour le levage des charges

Ces textes se rapportant aux appareils de levage autres que les ascenseurs et les monte-charges ont été codifiés dans le Code du travail et plus particulièrement au niveau de la quatrième partie – Livre III : Equipement de travail et moyens de protections, et plus précisément aux articles :

- R 4311-1 à R 4311-5 à R 4311-7 : Conception et mise sur le marché des équipements de travail et des moyens de protections
- R 4311-9 à R 4311-11 : Composants de sécurité
- R 4311-12 à R 4311-16 : Equipement de protection individuelle et dispositions d'applications
- R 4312-1 à R 4312-2 : Règles techniques de conception pour les machines, accessoires de levage, composants d'accessoires de levage, chaînes, câbles, sangles de levage et composants de sécurité.
- R 4313-51 : Procédures de certification applicables aux accessoires de levage et composants d'accessoires de levage
- R 4323-29 à R 4323-49, R 4323-55 à R 4323-57, R 4324-24 à R 4324-29: Mesures d'organisation et conditions d'utilisation des équipements de travail servant de levage de charges

SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL

Quatrième partie, Livre VI, Titre II du Code du travail.

Arrêté du 11 Juillet 1977 relatif à la liste des travaux nécessitant une surveillance médicale spéciale

Instruction RT n°2 du 8 août 1977 relative à la surveillance médicale des travailleurs postés

Arrêté du 22 Novembre 1989

Ces textes sont codifiés aux articles suivant dans le Code du travail :

✓ Art. L 4621-1, L 4622-1 à L 4622-6, R 4621-1, R 4622-1 à R 4622-4 : Principes, champ d'application et organisation des services de santé au travail

✓ ART R 4624-1 à R 4624 : Actions du médecin du travail

4. HYGIENE DE TRAVAIL

MEDECINE DU TRAVAIL

Lors de l'embauche, le personnel suivra une visite médicale d'aptitude. La surveillance médicale du personnel permanent sera assurée par les services de santé au travail, à raison d'une visite par an. Au-delà des visites médicales et d'une action soutenue concernant la médecine préventive, le médecin du travail assurera le dialogue permanent avec l'ensemble des travailleurs sur les conditions de travail et de sécurité dans l'établissement.

LOCAUX SANITAIRES

Les lavabos et cabinets d'aisance sont répartis dans le bâtiment et répondent en nombre et qualité aux prescriptions des articles R 4228-1 à R4228-15 du Code du travail.

Ces locaux sont correctement aérés, chauffés et éclairés. Ils sont maintenus dans un état constant de propreté.

NETTOYAGE DES INSTALLATIONS

Les postes de travail, locaux sociaux, services administratifs et sanitaires sont tenus en état de propreté permanente.

AMBIANCE PHYSIQUE DE TRAVAIL

L'éclairage des locaux sera assuré à un niveau suffisant par éclairage naturel et artificiel, suivant les articles R 4213-2, R 4223-1 à R 4223-12 du Code du travail (Partie IV-Livre II-Titre II-Chapitre III : Eclairage, ambiance thermique)

5. SECURITE DU TRAVAIL

SECURITE DU PERSONNEL

Objets pesants

Il n'y aura pas de manipulation manuelle de charges lourdes. Toutes les opérations de chargement et de déchargement se font à l'aide de systèmes mécaniques adaptés (chariots, transpalette ...).

Prévention du risque électrique

Les installations électriques seront conçues et réalisées de façon à ne pas provoquer de risques pour les personnes.

La conception ainsi que la réalisation de l'installation électrique seront effectuées selon les règles du Décret n°88-1096 du 14 Novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du Livre II, Quatrième partie du Code du travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

Tout le matériel électrique, ainsi que les modalités d'entretien et d'intervention, seront conformes à la norme NF C 15-100.

Avant toute intervention sur un réseau pour une opération de maintenance, le sectionneur sera ouvert et cadenassé dans cette position.

Le contrôle des installations sera réalisé une fois par an par un organisme agréé.

Prévention du risque chimique

Aucune préparation chimique ne sera fabriquée sur le site.

Les conseils de prudence concernant les substances dangereuses et la manipulation de ces produits seront réalisés suivant la nature des risques et suivant les consignes établies, notamment en ce qui concerne la manipulation de produits inflammables. Les fiches de sécurité des produits seront disponibles sur le site.

Les conditions d'usage feront qu'en fonctionnement normal, les travailleurs ne seront pas susceptibles d'être confrontés à la VME ou la VLE pour ces produits.

Exposition des salariés au bruit

Du fait des activités du site, les salariés ne seront pas susceptibles d'être soumis à des pressions acoustiques supérieures à 85 dB(A).

Cependant, les valeurs limites de bruits dangereux adoptées par la commission technique du bruit, au cours de ses séances du 22 et 24 octobre 1971 qui préconise un niveau acoustique admissible de 80 dB(A) pour une exposition permanente d'un travailleur de 40 heures par semaine, seront maîtrisées par le port d'EPI adaptés et par des dispositions constructives adaptées.

La recommandation du 22/10/71 émanant du ministère de la Santé Publique ainsi que le décret du 9 Juillet 2006 relatif à la protection des travailleurs contre le bruit seront respectés.

Le bureau est correctement isolé de la zone de travail.

Moyens de lutte contre l'incendie

Le personnel sera informé de la conduite à tenir en cas d'incendie.

Les moyens de lutte mis en œuvre seront :

- ✓ Des extincteurs ;
- ✓ Des bornes incendie extérieures au site ;

Moyens individuels de protection

Les équipements de protection individuels suivants seront fournis et portés par le personnel :

- ✓ Gants de protection
- ✓ Bouchons d'oreille
- ✓ Vestes de travail
- ✓ Masques de protection
- ✓ Chaussures de sécurité

L'ensemble des salariés aura accès à toutes les procédures, processus et informations concernant l'activité et organisation du site.

Issues de secours

Le site comprendra des issues de secours (2) afin d'éviter toute impasse et de permettre une évacuation rapide en cas d'incendie. Les issues de secours seront matérialisées afin que l'évacuation du personnel puisse s'effectuer sans difficulté après la transmission de l'alerte.

ORGANISATION INTERNE DE LA SECURITE

CHSCT

La société DEL SIGNORE n'est pas concernée.

Formation à la sécurité

La sécurité fait partie intégrante de la fonction de chacun. Dès l'embauche, l'ensemble du personnel sera sensibilisé et formé à l'exploitation et à la sécurité de l'établissement. Cette sensibilisation vise à apporter au personnel les connaissances suivantes :

- ✓ Les consignes générales de sécurité du site
- ✓ Les consignes en cas de situation d'urgence, accident, incident.
- ✓ Les consignes et règles de circulation
- ✓ Les accès aux locaux

Pour tous les nouveaux salariés, les formations suivantes seront dispensées :

- La formation d'intégration du personnel
- La formation sécurité au poste de travail
- La sensibilisation aux risques professionnels et à l'évaluation des risques

Affichage

Le règlement intérieur sera affiché dans le bâtiment. D'autres documents et informations seront disponibles sur les panneaux d'affichage et lieux de passage :

- ✓ Organigramme
- ✓ Horaires
- ✓ Notes internes
- ✓ Plan de sécurité (plan d'évacuation, consignes d'exploitation, consignes d'évacuation et d'interdiction de fumer...)
- ✓ Les panneaux d'interdiction et de danger

Interventions extérieures

Le CTA de PRIVAS est contactée en faisant le 18.

Vérifications techniques obligatoires

Certaines catégories d'équipements feront l'objet de contrôles périodiques effectués par un organisme agréé. Il s'agit notamment :

- ✓ Des systèmes électriques
- ✓ Des engins de levage
- ✓ Des appareils sous pressions

Ces dispositions seront portées sur différents registres et carnets obligatoires qui seront tenus à la disposition de l'Inspection du Travail et de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.